

**Vœu relatif à l'avenir des services publics dans notre région  
Présenté par Eric Le Bour (groupe communiste)**

---

Le Conseil régional de Bretagne exprime sa profonde inquiétude devant la politique du Gouvernement visant à restreindre les services publics dans notre région.

La fermeture de nombreux bureaux de poste en zone rurale, contre l'avis unanime des élus locaux est une atteinte aux principes d'égalité d'accès aux services publics.

Comme l'est le projet de loi déposé et défendu par le Gouvernement modifiant le statut de l'entreprise publique EDF-GDF au mépris du dialogue social, dans un domaine aussi sensible pour l'avenir du service public de l'énergie, de la politique industrielle de notre pays et des garanties sociales des agents concernés.

Les expériences malheureuses de divers pays européens, qui ont précédemment effectué de telles ouvertures de capital allant jusqu'à la privatisation des opérateurs devraient servir de leçon à l'ensemble des acteurs de ce dossier. Elles démontrent en effet que la libéralisation et la privatisation du secteur énergétique conduisent à des hausses de prix et à une grave détérioration du service rendu aux usagers.

Le Conseil Régional considère comme essentiel pour l'avenir de la Bretagne et celui du pays de garantir le statut à 100 % public d'EDF et de GDF.

En conséquence, le Conseil régional de Bretagne appelle le gouvernement à un moratoire concernant toute restructuration des services publics en Bretagne.

*Adopté*